

Tribune libre

49ème CONGRES CGT : Quel bilan pour les travailleurs ? Quel bilan pour le MEDEF ? ?

(www.frontsyndical-classe.org)

Mercredi 2 Décembre 2009

Rarement dans l'histoire de la « grande dame », une direction confédérale se sera présentée à « son » congrès avec un bilan aussi catastrophique :

- échec sur le mot d'ordre principal des derniers congrès de porter le nombre d'adhérents à un million, avec au contraire une baisse de 8,5 % du nombre de syndiqués depuis le 48ème congrès (650000). Une des principales UD de France, celle du Val de Marne, a par exemple perdu 35 % de ses adhérents sur les deux dernières années ;

- non seulement aucun acquis pour les travailleurs mais au contraire le recul généralisé face à un gouvernement et à un patronat de combat dont le mot d'ordre ouvertement revendiqué est de casser « l'exception française » c'est-à-dire tous les acquis nés de 1936, 1968 et du programme du CNR.

A l'automne 2007, face à la crise « financière » qui n'est autre qu'une crise du système capitaliste, la Confédération Européenne des Syndicats (qui se réjouit aujourd'hui de l'adoption de la constitution européenne et dont Joël Decaillon, dirigeant CGT, vient d'être nommé secrétaire général adjoint) lançait le mot d'ordre : « apprenons à défiler pour aider le capitalisme à se sauver de lui même ». 18 mois plus tard, gavés d'aides publiques, les banquiers se portent à merveille de même que les profits du CAC 40. Par contre, le monde du travail, du manoeuvre à l'ingénieur, de l'instituteur au chercheur, du lycéen à l'étudiant du supérieur, vit un véritable massacre de ses conditions de vie, le pays perd son appareil productif, 8 millions d'habitants vivent en-dessous du seuil de pauvreté (un million de plus qu'il y a deux ans), plus de 100000 enfants n'ont plus de foyer, le chômage augmente, le pouvoir d'achat recule, la sécu est pillée au plus grand bonheur des grands groupes capitalistes...

Entre-temps, les luttes ont été innombrables et déterminées, dans de nombreux secteurs du Public comme du Privé avec des convergences très puissantes en janvier et en mars 2009, où les cortèges d'une ampleur historique laissaient présager un mouvement d'ensemble.

C'est cette perspective que les directions syndicales ont eu pour mission de saborder, ainsi que Sarkozy le leur a rappelé en les invitant discrètement le 14 janvier à l'Elysée.

Message reçu 5 sur 5 par B. Thibault qui ne démentira pas sa formule de 2003 : « la CGT n'a pas vocation à bloquer le pays » ; Maurad RABHI, secrétaire confédéral, déclarant pour sa part très tranquillement : « Il n'y aura pas de grève générale. ». Durant l'été, Maryse Dumas, numéro 2 bis de la Conf', répète sur tous les médias que les grèves dures menées par les Goodyear, les Conti, ou les Fabris ne sont pas des exemples à suivre... Quant au numéro 2, JC Le Duigou, le chouchou des médias et l'homme de Bruxelles, il poursuit son travail de sape contre-réformiste avec le renfort d'économistes à la solde de l'ordre établi en pontifiant autour de la « maison commune des retraites » et autour de la Sécurité Sociale Professionnelle, cache-sexe de la précarité généralisée à laquelle le Capital veut enchaîner les travailleurs.

Dans le même temps, F. Chérèque, le caniche de l'Elysée et du Medef, prouve chaque jour qu'il ne plaisantait pas en expliquant en 2007 devant un parterre de patrons médusés qu'il leur est bien plus utile en tant que syndicaliste qu'en tant que ministre de Sarkozy : « Une grève générale de 24 heures ... contre quoi ? On ne va pas faire grève contre la crise. Qu'est-ce qui va unir tous les salariés ? » .

Quel aveu de la part de cet acteur majeur du syndicalisme rassemblé !

Les états-majors syndicaux, CGT en tête, ont donc emmené le puissant mouvement social dans l'impasse avec une série d'appel espacés assortis d'une « plate-forme » à mille lieues des revendications populaires, débouchant sur le pathétique 13 juin puis l'illusion du 7 octobre à l'appel de la très jaunissante Confédération Syndicale Internationale. Comme l'explique X. Darcos, actuel ministre du travail : « Thibault est quelqu'un de très responsable, très sûr, très intelligent ».

Mais les critiques et les dénonciations de cette dérive se multiplient depuis des mois chez les travailleurs et à l'intérieur de la CGT dans de nombreuses bases syndicales alors que le 49ème congrès confédéral approche à grand pas.

Même si la direction confédérale s'est assurée du verrouillage du congrès et a annoncé depuis 6 mois la réélection du secrétaire général, elle cherche à donner le change. Ainsi B. Thibault expliquait-il la semaine dernière devant une assemblée de militants de la région Centre : « si nous n'avions pas fait comme ça, ce serait pire pour les travailleurs ». Aveu d'incompétence ou satisfaction d'aider le capitalisme à reprendre pied ?

Nous sommes à quelques jours d'un congrès décisif pour la CGT. La direction confédérale essaye d'escamoter le débat de fond mais l'enjeu est central : l'engagement définitif dans la cogestion avec le capital ou l'élan depuis la base pour replacer la CGT sur ses fondamentaux, à savoir l'engagement au quotidien avec tous ceux qui luttent et sur le long terme pour l'abolition de l'exploitation.

Au lieu de préparer son congrès en favorisant l'esprit critique et en laissant largement la parole à la base notamment celle qui depuis des mois et des mois luttent (sans le soutien de ses dirigeants nationaux), tout a été fait pour que ce congrès soit aux ordres.

Devant cet autisme, un collectif de militants et de bases syndicales CGT a donc pris une mesure de salut public : il a mandaté Jean-Pierre Delannoy, militant de la métallurgie et responsable de la région Nord-Pas de Calais, un secteur qui lutte, afin de contester à B. Thibault sa ligne perdante et sa place auto désignée et de contribuer à reconstruire une CGT de combat contre le capital.

Le FSC soutient cette initiative qui prolonge les efforts pour maintenir le syndicalisme de classe et de masse. La CGT, notre CGT, c'est celle des camarades et des militants du terrain. On ne veut pas la perdre et la laisser aux mains de ceux qui, dirigés par Bruxelles, ont la prétention de faire de la CGT un syndicat à l'anglo-saxonne, bureaucratique, qui fait de l'économie de marché un horizon indépassable et ne sert qu'à accompagner « syndicalement » la régression sociale sans limite à laquelle le capitalisme condamne le peuple.

Front Syndical de Classe, le 2 décembre 2009

Des résultats qui méritent réflexion

Contrairement à une idée reçue, il reste à Renault Billancourt 3700 salariés (employés, techniciens, cadres). Les élections CE et DP se sont déroulées les 24, 25 et 26 novembre et le dernier mur de la citadelle vient de s'écrouler : la CGT obtient 8,4 % des voix et arrive en dernière position derrière la CGC, la CFDT et FO. Avec l'accord CGT-CFDT sur la représentativité, la CGT Renault Billancourt n'existe plus !

Il n'est pas un secret pour les initiés que la fédé des métaux, c'est la CGT Renault, que la CGT Renault est pilotée en grande partie par le siège à Billancourt et par Guyancourt (où la CGT perd 8 %) qui cherchent à imposer la stratégie de gagner l'autorité par l'intervention dans la gestion. A Billancourt, l'élection vient de plébisciter la CGC avec 52% : la preuve est faite une fois de plus c'est toujours l'original et non la copie qui rafle la mise.

A l'inverse, à Renault Cléon, le syndicat CGT de combat sur les revendications des travailleurs et la préservation de l'outil de travail, renforce ses positions et reprend le CE perdu il y a 4 ans.